

M. Sales:

Q. Combien de membres comptez-vous?—R. Environ 120 maisons en font actuellement partie.

Le président:

Q. Toutes dans la fabrication?—R. Oui, monsieur.

Q. Combien d'ouvriers emploient la plus grande et la plus petite maison, en chiffres ronds?—R. Pour qu'une fabrique soit officiellement reconnue comme telle, il faut qu'elle emploie au moins cinq ouvriers. Je ne saurais dire le nombre maximum. On ne nous renseigne pas sur ce point. J'ai peut-être les chiffres pour l'année 1920, les chiffres tirés du rapport officiel du Bureau des statistiques; c'est le dernier rapport publié.

Q. Par le Bureau fédéral?—R. Oui. Il n'indique le nombre maximum d'employés d'aucune fabrique.

Q. Vous êtes venu représenter les manufacturiers devant le comité. Vous pouvez nous dire ce que vous jugez à propos.—R. D'abord, à la demande de M. Warrington, j'aimerais expliquer une déclaration contenue dans son témoignage rendu cet après-midi. Vous vous rappellerez l'avoir entendu déclarer que le profit effectué sur une paire de chaussures fabriquée par la John Ritchie Company était, l'an dernier, de 28c. Si j'ai bonne mémoire, le résultat de la multiplication du nombre de paires par cette somme nous a amenés à \$96,000. M. Warrington m'a confessé dans la suite qu'il pensait avoir fait erreur quelque part. Ce qui le faisait hésiter est qu'il se rappelait avoir tout récemment acquitté la taxe sur le revenu sur \$53,000, pas plus, de profit net. L'écart entre les \$96,000 calculés par le comité cet après-midi et les \$53,000 qui sont les chiffres exacts comportait les dettes véreuses qui furent considérables l'an passé et la dépréciation.

Q. A quel coefficient, cette dépréciation?—R. Le service de l'impôt sur le revenu a émis certains repères d'estimation à ce sujet. Les détails m'échappent, mais je sais que la chose est fort rigoureusement établie et qu'une maison d'affaires n'est pas autorisée à dissimuler les profits sous le couvert de la dépréciation.

Q. Toute déduction faite pour l'exercice passé: dettes véreuses et dépréciation, on a réalisé un profit sur une mise de fonds de \$400,000?—R. Non monsieur. La mise réelle a été tout près de \$700,000, M. Warrington ayant personnellement fait la rectification cet après-midi dans son témoignage. On a d'abord parlé de \$400,000, mais on avait négligé la réserve.

M. Sales:

Q. Il me semble l'avoir entendu parler de \$500,000.—R. Cette somme a été le capital nominal. Les \$700,000, si je saisis bien la situation, comprend la réserve présentement constituée. Advenant qu'une maison cède ses profits, préfère ne pas distribuer de dividendes; que les actionnaires, d'un commun accord, prennent les recettes d'une année pour les verser de nouveau dans la masse, c'est tout comme si on versait de nouveau capital dans l'entreprise.

M. Caldwell:

Q. S'est-il rencontré une année, dans ce laps de temps, où il ne s'est pas distribué de dividende?—R. Je ne suis pas parfaitement au courant des menus détails de l'entreprise. M. Warrington devant prendre le train pour un rendez-vous à Québec assigné à demain matin, il m'a prié de faire effectuer cette rectification.

M. SALES: Il a déclaré que la maison n'avait jamais versé plus que 10 p. 100 dans onze ans.

LE PRÉSIDENT: On a versé les dividendes dans la caisse de capital.

[M. S. Roy Weaver.]